



**HAL**  
open science

## Vivre dans les "territoires du Narcotrafic" du Sinaloa

Adèle Blazquez

► **To cite this version:**

Adèle Blazquez. Vivre dans les "territoires du Narcotrafic" du Sinaloa. Problèmes d'Amérique Latine, 2022, 1 (1), pp.83-108. hal-03897111

**HAL Id: hal-03897111**

**<https://hal.science/hal-03897111v1>**

Submitted on 13 Dec 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## VIVRE DANS LES « TERRITOIRES DU NARCOTRAFIC » DU SINALOA

Adèle Blazquez (CNRS, LAP-EHESS)

L'arrivée d'Andrés Manuel López Obrador au pouvoir en 2018 a laissé penser qu'un tournant serait adopté en matière de lutte contre la violence organisée. Durant la campagne, le candidat de « gauche » (Mouvement de régénération nationale – Morena) avait insisté sur les dimensions sociale, économique, judiciaire et politique du narcotrafic. Après douze années de « guerre » proclamée par l'État fédéral et un bilan humain catastrophique (plus de 300 000 morts, plus de 80 000 disparus selon les chiffres officiels et 8 millions de déplacés internes), l'alternance politique présageait d'une rupture avec le cadrage sécuritaire et la militarisation de la sécurité publique. Toutefois, le mandat d'Andrés Manuel López Obrador s'est traduit dans les faits par le recours croissant à l'armée (l'institution étant censée être moins corrompue que les autres forces de police) et une perpétuation du système d'impunité à l'égard des auteurs de violences. Depuis 2006, la situation de violence n'a cessé de se détériorer et les organisations impliquées dans le trafic de drogue ont diversifié leurs activités. La contrebande d'essence et l'extraction minière s'ajoutent à l'extorsion des commerçants et la prédation sur les populations migrantes. Le nombre de disparus continue de croître, un phénomène mis en évidence par la mobilisation d'associations de familles face à l'obstruction fréquente des institutions étatiques<sup>1</sup>. Alors qu'en 2006, la violence qualifiée de criminelle était principalement située dans le nord du pays, la quasi-totalité du Mexique est aujourd'hui affecté par la violence armée.

Les politiques de lutte contre le narcotrafic, l'intensification de la violence et son traitement médiatique ont fait peser une suspicion sur l'ensemble des personnes vivant dans les régions de production et de commerce de la drogue. Bien que les violences soient le fait de groupes criminels, des forces étatiques ou de collaborations entre des acteurs à la frontière entre ces deux catégories, les personnes vivant dans les régions affectées se voient imputer la responsabilité de cette situation. L'emploi des labels « territoire du narcotrafic » ou « gouvernement criminel » est symptomatique de ce soutien populaire supposé des groupes armés. La rareté des mouvements contestations par les personnes vivant dans les régions où des groupes armés sont implantés tend à renforcer cette incrimination. Les cas, comme la municipalité de Cherán dans le Michoacán où les habitants purépecha sont parvenus à chasser l'organisation criminelle qui opérait dans la région, sont pourtant révélateurs des tensions et des conflits qu'occulte la vision de fief ou de territoire criminel<sup>2</sup>. Reste que de telles mobilisations sont rares ou peu visibles, alimentant le soupçon d'une complicité de la population avec les groupes narcotrafiquants.

Le succès de cette thèse dans les sphères médiatique et institutionnelle est alimenté par les deux paradigmes qui dominent les recherches sur l'ancrage social des groupes armés mexicain. Le premier découle de l'hégémonie à partir des années 2000 des sciences économique et politique sur la question de la violence au Mexique – aux dépens de

---

<sup>1</sup> Une littérature importante émerge sur ces collectifs. Voir notamment Carolina Robledo Silvestre, *Drama social y política de duelo: las desapariciones de la guerra contra las drogas en Tijuana*, Mexico, El Colegio de México, 2017 ; Sabrina Melenotte, « Sur les traces des disparus au Mexique. », *Ethnologie française*, 2020, vol. 2, n° 178, p. 345-360 ; Sergio Salazar Araya, « Estrategias de producción y representación de personas migrantes centroamericanas desaparecidas. El caso de los Comités de Familiares de Migrantes Desaparecidos en Honduras. » dans Salvador Maldonado, *Soberanías en vilo. Miradas desde la seguridad ciudadana en América Latina*, El Colegio de Michoacán, Zamora, 2021 (à paraître).

<sup>2</sup> En 2011, les habitants de Cherán, et en particulier les femmes, ont chassé les autorités publiques et les membres des groupes criminels pour protester contre la déforestation, la violence et l'extorsion.

l'anthropologie, discipline historiquement dominante<sup>3</sup>. En effet, comme avec d'autres notions (la criminalité organisée, le terrorisme, le gang ou la radicalisation), les orientations des autorités étatiques et les financements ont suscité l'émergence d'un domaine d'études *ad hoc* sur le narcotrafic, détaché du reste des recherches sur le Mexique. La « *guerre contre le narcotrafic* » annoncée par le président Felipe Calderón en 2006 et l'explosion de la violence a consolidé un champ de recherche et d'expertise transnational entre le Mexique et les États-Unis. Une grande partie des travaux qui découlent de cette demande publique se focalise sur les groupes armés et leur rapport à l'État, parlant ainsi de régulation, d'interpénétration, de pacte ou de corruption<sup>4</sup>. Inspirés par la théorie du choix rationnel – apposé sur les conflits armés depuis les années 1990<sup>5</sup> –, ces travaux abordent la question des populations vivant dans les territoires affectés par la production ou le trafic de drogue à l'aune de l'intérêt économique postulé des individus. Ce paradigme économiste assoit l'idée d'une complicité, par intérêt, des personnes vivant dans ces territoires, une vision également disséminée dans les médias et les rapports d'expertise. Les producteurs de pavot, qui exercent *de facto* une activité illégale, sont particulièrement concernés par ce traitement. La presse parle ainsi des paysans « les plus malins » qui se seraient détournés du maïs pour une production agricole bien plus rentable<sup>6</sup>. Les économistes de l'UNODC, l'agence des Nations Unies chargée de lutter contre le trafic de drogue, ont estimé les revenus des paysans en divisant la valeur des ventes aux États-Unis par le nombre présumé de cultivateurs et concluent que les producteurs de pavot mexicains gagnent très bien leur vie<sup>7</sup>. Ces présupposés – un choix délibéré et une activité profitable – fondent l'appréhension commune d'une connivence des habitants avec le crime organisé.

D'autres recherches rendent compte de l'ancrage social des narcotrafiquants à travers la mise en évidence d'une proximité culturelle avec la population. Cette démarche a particulièrement été mise en œuvre dans les zones historiques du narcotrafic, telle que le Sinaloa. De nombreux travaux se sont ainsi intéressés à l'extraordinaire variété des pratiques sociales et culturelles qui entourent le trafic de drogue : musique, films, pratiques religieuses, manières de se vêtir. Selon une approche culturelle, ces travaux réunissent les dénominations

<sup>3</sup> Sur le poids nouveau des sciences politique et économiste dans le débat mexicain après la crise économique de 1982 et la transition politique, Claudio Lomnitz-Adler, « La etnografía y el futuro de la antropología en México » dans *La nación desdibujada: México en trece ensayos*, México, Malpaso, 2016, p. 285-306.

<sup>4</sup> Peter Lupsha, « Drug Trafficking: Mexico and Colombia in Comparative Perspective », *Journal of International Affairs*, 1981, vol. 35, n° 1, p. 95-115 ; Rachel Ehrenfeld, *Narco-terrorism: The Kremlin Connection*, Washington, The Heritage Foundation, 1987 ; Rachel Ehrenfeld, *Narco-terrorism and the Cuban Connection*, Miami, Cuban American National Foundation, 1988 ; Peter Lupsha, « Towards an Etiology of Drug Trafficking and Insurgent Relations: The Phenomenon of Narco-Terrorism », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, 1989, vol. 13, n° 2, p. 61-75 ; John Bailey et Roy Godson (eds.), *Organized Crime & Democratic Governability: Mexico and the U.S.-Mexican Borderlands*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000 ; Peter Andreas, « The Political Economy of Narco-Corruption in Mexico », *Current History*, 1998, vol. 97, n° 618, p. 60-65 ; Mónica Serrano, « Narcotráfico y gobernabilidad en México », *Pensamiento iberoamericano*, 2007, n° 1, p. 251-278 ; Richard Snyder et Angelica Duran-Martinez, « Does Illegality Breed Violence? Drug Trafficking and State-Sponsored Protection Rackets », *Crime, Law and Social Change*, 2009, vol. 52, n° 3, p. 253-273.

<sup>5</sup> Le débat sur les conflits armés a été dominé à partir des années 1990 par une opposition entre l'« *avidité* » des combattants et leurs « *griefs* » pour expliquer leur violence. Pour des critiques, Roland Marchal et Christine Messiant, « De l'avidité des rebelles », *Critique internationale*, 2002, vol. 16, n° 3, p. 58-69 ; Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, 2017, Vol. 67, n° 2, p. 309-327. Pour une application des termes du débat entre « *avidité* » ou « *griefs* » au Mexique, voir Mats Berdal et Mónica Serrano (eds.), *Transnational Organized Crime and International Security: Business as Usual?*, Boulder, Lynne Rienner, 2002.

<sup>6</sup> Juan Diego Quesada, « «Sin el Chapo hay más robos y desempleo» », *El País*, 19 févr. 2015.

<sup>7</sup> Conversation avec un économiste de l'UNODC chargé de rédiger un rapport sur la production d'opium, 2019.

médiatiques (« narcofilm », « narcocorrido », « narcomanta », « narcojunior ») dans le concept de « narcoculture » afin de rendre compte des productions culturelles incidentes au trafic et de la violence<sup>8</sup>. L'une des difficultés posées par ce cadre d'analyse tient au fait que le narcotrafic apparaît comme un concept qui réinterprète *a posteriori* des histoires sociales locales et capture des pratiques culturelles de milieux populaires dans ces régions en en faisant une culture à part. En outre, cette vision ouvre à des formes d'essentialisation des populations de la région. L'implication des habitants dans des activités illégales suscite souvent un renvoi à « *l'homme sinaloense* » – et parfois à « *la femme sinaloense* » –, à sa supposée nature à la fois sauvage, barbare, rebelle et valeureuse<sup>9</sup>. Dans cette littérature, l'inscription locale des organisations de trafic de drogue découlerait de leur ancrage culturel et la collusion de la population résulterait de traits, voire de mentalités, partagés avec les criminels.

Que ces travaux partent d'une perspective économique ou culturelle, ils postulent le soutien, la complicité ou l'indifférence des populations à l'égard du crime organisé. Cette connivence est rarement décrite ethnographiquement ou mesurée d'un point de statistique ; elle est une prémisse de départ, un fait troublant qu'il convient d'expliquer. Ce faisant, ces recherches n'interrogent pas les rapports entre les habitants de régions affectées par le narcotrafic et les organisations impliquées. Pourtant, des études historiques et ethnographiques de configurations régionales se sont récemment intéressées aux rapports que les groupes armés entretiennent avec les populations locales. Dans le Sonora, l'ethnographie de Natalia Mendoza a mis en évidence la manière dont les circulations historiques transfrontalières des habitants avaient été captées progressivement par des réseaux de trafic venant du Sinaloa<sup>10</sup>. Dans le Guerrero, l'historien Alexander Aviña s'est intéressé au rôle des opérations de contre-insurrection dans la mainmise des élites sur la production et le trafic de drogue, aux dépens des populations locales<sup>11</sup>. Et dans la même région, les travaux de Pierre Gaussens mettent en évidence les dynamiques locales à l'œuvre dans l'émergence d'un groupe dans le contexte de la « guerre contre le narcotrafic »<sup>12</sup>. Dans le Michoacán, l'anthropologue Salvador Maldonado montre comment les politiques étatiques et l'intermédiation avec l'État ont contribué à la marginalisation de la région de la *Tierra Caliente* et à l'imposition de la production et du trafic comme seule modalité de subsistance<sup>13</sup>.

---

<sup>8</sup> José Manuel Valenzuela Arce, *Jefe de Jefes. Corridos y narcocultura en México*, Mexico, Plaza y Janés, 2001 ; Howard Campbell, *Drug War Zone. Frontline Dispatches from the Streets of El Paso and Juárez*, Austin, University of Texas Press, 2009 ; Nery Córdova, *La Narcocultura: Simbología de la transgresión, el poder y la muerte. Sinaloa y la « leyenda negra »*, Culiacán, Universidad Autónoma de Sinaloa, 2011. Pour une perspective alternative sur ces mêmes objets culturels, Luis Alejandro Astorga, *Mitología del « narcotraficante » en México*, Mexico, Plaza y Valdes, 1995.

<sup>9</sup> « *Dans le cas du Sinaloa, il convient d'élargir le regard à son caractère séculier de société démesurée, à la manière par laquelle s'est configurée une personnalité collective peu complexe, plutôt élémentaire, enserrée dans une relation basique avec le monde naturel et humain* ». Ronaldo González Valdés et al., *La cultura en Sinaloa: narrativas de lo social y la violencia*, Culiacán, Honorable Ayuntamiento de Culiacán/Instituto Municipal de Cultura Culiacán, 2013, p. 29.

<sup>10</sup> Natalia Mendoza Rockwell, « Microhistoria de la violencia en Altar, Sonora » dans José Antonio Aguilar Rivera (ed.), *Las bases sociales del crimen organizado y la violencia en México*, México, Secretaria de Seguridad Pública Federal, Centro de Investigación y Estudios de Seguridad, 2012, p. 246-272 ; Natalia Mendoza Rockwell, *Conversaciones de desierto*, México, CIDE, 2007.

<sup>11</sup> Alexander Aviña, *Specters of Revolution: Peasant Guerrillas in the Cold War Mexican Countryside*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

<sup>12</sup> Pierre Gaussens, « La organización del crimen: delincuentes y caciques en tiempos de 'guerra al narco' ». *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, 65 (240), 2020.

<sup>13</sup> Salvador Maldonado Aranda, *Los márgenes del estado mexicano: territorios ilegales, desarrollo y violencia en Michoacán*, Mexico, El Colegio de Michoacán, 2010; Salvador Maldonado Aranda, « “You don't see any violence

Considérée comme le lieu d'origine des « cartels » mexicains, le « *fief du cartel de Sinaloa* » et le théâtre de « *la genèse de la violence nationale* »<sup>14</sup>, la commune de Badiraguato est tout particulièrement affectée par cette suspicion de complicité de la population. Le traitement de la commune dans les travaux académiques, les médias et les administrations publiques est particulièrement marqué par la personnalisation à travers une mise en récit autour de grandes figures. Dans les dernières décennies, de nombreux ouvrages, reportages et fictions ont ainsi raconté la vie, l'importance et les connexions politiques de trafiquants originaires de Badiraguato, les installant dans un rôle de parrains mafieux. Un récit linéaire est ainsi entré dans le domaine public : pour fuir la répression militaire qui s'abattait sur la zone montagneuse de l'État du Sinaloa dans les années 1970, plusieurs personnes impliquées dans le commerce de drogue (Miguel Ángel Félix Gallardo, Rafael Caro Quintero, Juan José « *El Azul* » Esparragoza, Ernesto Fonseca Carrillo, Amado Carrillo Fuentes, etc.) se sont réfugiées à Guadalajara (capitale de l'État du Jalisco, au sud du Sinaloa). Ils ont formé le cartel de Guadalajara, d'où est né le cartel de Sinaloa, la plus grande des organisations contrôlant le trafic de drogue dans le pays. Comme l'illustre le succès planétaire de la série *Narcos : Mexico* produite par l'entreprise Netflix, ou les multiples séries sur Joaquín Guzmán Loera, ces personnages, leurs alliances, leurs trahisons et leurs scissions alimentent une fascination propre au traitement sensationnaliste d'un monde criminel clandestin et périlleux.

Or, dans le cas de Badiraguato, l'apport d'une démarche ethnographique et historique est déterminant<sup>15</sup> : elle montre que les positionnements des habitants et des habitantes tiennent moins à des intérêts ou des traits culturels communs qu'à des contraintes très fortes qui pèsent sur des populations que l'action conjointe de l'État et des groupes armés maintient dans une situation de précarité et d'incertitude. La population de la commune qui s'établit aujourd'hui à 26 000 habitants a ainsi diminué de 40% entre les recensements de 2000 et de 2020, de nombreuses personnes continuant de quitter le territoire pour des raisons économiques et pour échapper à la violence<sup>16</sup>. La commune est composée de son chef-lieu situé dans la partie basse et d'un territoire montagneux de plus 5 000 km<sup>2</sup>, dont l'altitude va de 150 à 2 300m d'altitude, parsemé de petits hameaux d'habitations. L'enclavement, la marginalisation économique, l'absence d'accès au droit, la prégnance de la violence, et le cadrage apposé par les médias et les institutions pèsent sur les expériences ordinaires des habitants et donc sur leur champ des possibles. En premier lieu, en contraste avec l'appréhension de la production de pavot comme un choix, une source de profit, l'imposition de la monoculture de pavot dans les années 1960 et 1970 a découlé de la répartition territoriale des politiques de développement des infrastructures et de la répression militaire. En second lieu, les modalités de la répression conditionnent un système d'exploitation qui maintient les cultivateurs dans la précarité et conditionne les profits engrangés par les intermédiaires du trafic. En troisième lieu, l'inscription de la violence dans les rapports de proximité suscite une situation d'incertitude, qui rend difficile la formulation d'une condition commune par les habitants et alimente l'imputation de la responsabilité des homicides aux victimes. Enfin, le traitement institutionnel et médiatique, en reproduisant le cadrage englobant du « narcotraffic » et de ses capos, occulte le sort des habitants précaires et oblitère les inégalités qui traversent ces régions.

---

here but it leads to very ugly things”: forced solidarity and silent violence in Michoacán, Mexico », *Dialectical Anthropology*, 2014, n° 38, p. 153-171.

<sup>14</sup> Voir, par exemple, Linaloe Flores, « Cuna de narcos se hunde en la miseria », *El Universal*, 20 févr. 2011 ; « Badiraguato fallece por ser tierra de delincuentes famosos », *El Informado*, 21 févr. 2011 ; Linaloe Flores, « La “cruzada” de EPN deja Badiraguato al narco », *Sin embargo*, 23 août 2013.

<sup>15</sup> J'ai réalisé une ethnographie de 18 mois dans la commune de 2013 à 2016, en enquêtant dans les réseaux d'interconnaissance du chef-lieu, au sein de l'administration municipale et dans les hameaux d'habitations de la partie montagneuse.

<sup>16</sup> Censo de población y vivienda INEGI de 2000 et de 2020.

## Le pavot comme dernier mode de subsistance

Jusque dans les années 1960, le pavot était cultivé par une partie des habitants dans les périodes creuses des cultures vivrières, constituant un complément monétaire qui s'intégrait dans des sources de revenus multiples. Ainsi, les familles associaient de manière variable les cultures vivrières, dont elles vendaient les surplus sur les marchés de la plaine, avec des emplois dans le secteur minier, de l'élevage pour les plus dotés, de l'artisanat ou de la culture de pavot. De même, le pavot n'était qu'une des activités des gros commerçants de la région. Certains possédaient des parcelles sur lesquelles ils embauchaient des ouvriers agricoles pour récolter le pavot et rachetaient la récolte des petits cultivateurs. Ainsi, dès les années 1930, le maire de Badiraguato et fondateur local du PRI, Melesio Cuén, était connu au niveau local et fédéral comme un commerçant important de pavot<sup>17</sup>. Mais le pavot prenait alors place parmi une myriade d'activités. Les commerçants locaux (les propriétaires de véhicules, comme dans la plupart des régions rurales mexicaines isolées) étaient avant tout des entrepreneurs de marginalisation, s'appuyant sur les difficultés d'accès d'un territoire accidenté et peu desservi par les infrastructures de communication pour capter l'ensemble des ressources qu'offrait la montagne. D'un côté, ils produisaient et achetaient pavot, bétail et minerais présents dans la montagne en les revendant dans les villes la plaine littorale ; de l'autre, ils approvisionnaient les hameaux de la montagne et offraient leur service aux habitants pour les transporter dans la plaine.

Les politiques de développement étatiques à partir des années 1960 et les opérations militaires transforment la place du pavot dans l'économie locale. D'une part, l'imposition de la monoculture de pavot s'inscrit dans le processus plus large de formation capitaliste qui structure les Californies (mexicaine et étatsuniennes) et place le Sinaloa dans la chaîne globale du commerce de la tomate. Le développement de l'agro-industrie dans la plaine pacifique accroît la marginalisation du territoire montagneux et réduit les opportunités économiques disponibles pour les habitants. En effet, les travaux d'irrigation et les investissements massifs visant à développer une agriculture d'exportation vers les États-Unis, accentuent les disparités entre, d'une part, la plaine littorale – décor de la version sinaloense du « *miracle mexicain* » – et, d'autre part, les contreforts négligés de la Sierra Madre occidentale. Des barrages sont construits pour capter l'eau des montagnes à destination de la plaine, entraînant la disparition de certains hameaux, sans que les riverains restants se voient accorder de droits d'accès à l'eau des barrages, réservée à l'agriculture mécanisée de la plaine. Le Sinaloa connaît ainsi une dynamique similaire au Michoacán où Salvador Aranda Maldonado a montré comment le pavot a compensé l'effondrement d'économies rurales causé par le développement d'entreprises agro-industrielles<sup>18</sup>. Plus largement, la zone montagneuse n'a pas bénéficié d'investissements pour pallier la rareté de terres arables, la réduction progressive des activités minières et le déclin de l'élevage dans ce territoire de plus en plus enclavé. En outre, le développement de l'agro-industrie entraîne une baisse des prix agricoles et met un terme à la vente par les habitants de la *sierra* des surplus de leurs cultures vivrières, lesquels s'approvisionnent de plus en plus dans la plaine. Le pavot, dont le prix augmente à la faveur d'un accroissement de la demande aux États-Unis, prend donc une importance grandissante dans la subsistance des habitants.

---

<sup>17</sup> Sur l'histoire du trafic dans le Sinaloa, voir Froylán Enciso, *Nuestra historia narcótica: Pasajes para (re) legalizar las drogas en México*, México, Penguin, 2015 ; Juan Antonio Fernández Velázquez, *El narcotráfico en los Altos de Sinaloa (1940-1977)*, Thèse de doctorat en histoire, Universidad Veracruzana, Veracruz, 2016.

<sup>18</sup> Salvador Maldonado Aranda, *Los márgenes del estado mexicano*, *op. cit.*

D'autre part, le contraste entre les deux zones fait de la *sierra* un territoire dont l'avantage comparatif est l'inaccessibilité, une ressource essentielle dans la culture du pavot et de la marihuana qui demande de plus en plus de dissimulation à mesure que sa répression s'accroît. Sous la pression des États-Unis, le Mexique lance l'opération Interception en 1969, puis l'opération Condor en 1977 visant à mettre fin au trafic de drogue. Particulièrement sanglante, la répression contribue à l'imposition de la monoculture de pavot et de marihuana dans les régions montagneuses<sup>19</sup>. En effet, l'opération Condor passe par un recours massif aux défoliants pour parfaire les destructions de parcelles rendues ardues par le relief accidenté et la petite taille des parcelles. Badiraguato est une des principales « *zones critiques* » identifiées dans le cadre de cette opération<sup>20</sup>. Les récits de cette période font état de pratiques de tortures, d'assassinats et de viols, accélérant l'exode rural, tandis que les défoliants anéantissent les cultures vivrières restantes<sup>21</sup>. Parallèlement, la répression accroît la hausse du prix du pavot, l'extension des zones de cultures à d'autres régions, l'ouverture de nouvelles routes de transport et une plus grande organisation du trafic<sup>22</sup>. À la fin de l'opération Condor, à la faveur de l'effondrement des cultures vivrières et de l'organisation majeure du trafic, le pavot retrouve une place grandissante dans ce territoire enclavé. Certaines personnes connaissent des ascensions spectaculaires et l'ensemble des opérations du commerce implique dorénavant une main-d'œuvre plus importante pour faire face à la répression. La répression et les reconfigurations du trafic qui en résultent inaugurent l'âge d'or des années 1980. L'essor et le caractère clandestin du trafic nécessitent une variété d'activités de surveillance, de logistique et de protection<sup>23</sup>. Alors que, auparavant, il ne s'agissait que de producteurs, de transformateurs et de quelques intermédiaires, des petits boulots apparaissent à la portée des habitants mais ils impliquent généralement des activités plus dangereuses ; ce que de nombreuses personnes refusent. La culture de pavot devient alors l'unique moyen de subsistance. Si les parents de mes interlocuteurs et interlocutrices à Badiraguato associaient de multiples activités pour subvenir à leurs besoins, leurs enfants se trouvent face à un dilemme : émigrer – ce que de nombreuses personnes font comme dans la plupart des zones rurales – ou produire du pavot. Davantage qu'une participation à une activité criminelle, le pavot est devenu le dernier mode de subsistance dans un territoire de monoculture.

---

<sup>19</sup> Francisco Ortiz Pinchetti, « La Operación Cóndor », *Proceso*, 1981.

<sup>20</sup> Dans les villes de l'État du Sinaloa, comme dans d'autres zones du pays, les moyens alloués à l'opération Condor et le paravent médiatique qu'offrait la criminalisation des drogues ont été utilisés dans le cadre de la répression politique des mouvements sociaux des années 1970. Pour une analyse de cette instrumentalisation dans le cas de l'État du Guerrero, A. Aviña, *Specters of Revolution*, *op. cit.*

<sup>21</sup> Le défoliant le plus utilisé est le paraquat (Gramoxone). En dépit de premières déclarations officielles selon lesquelles les produits utilisés ne seraient pas écocides, il apparaît rapidement que les effets des pesticides utilisés sont dévastateurs. Le paraquat a été utilisé par les États-Unis dans la guerre au Vietnam et les stocks ont été distribués aux gouvernements mexicain et vénézuélien pour lutter contre la culture de marihuana et d'opium. F. Ortiz Pinchetti, « La Operación Cóndor », *art cit* ; Luis Astorga, *El siglo de las drogas. Del Porfiriato al nuevo milenio*, 2<sup>e</sup> éd., México, Penguin, 2016, p. 150.

<sup>22</sup> Natalia Mendoza Rockwell, *Conversaciones de desierto*, Mexico, CIDE, 2007 ; Jorge Alan Sánchez Godoy, « Procesos de institucionalización de la narcocultura en Sinaloa », *Frontera Norte*, 2009, vol. 21, n° 41, p. 77-103 ; J.A. Fernández Velázquez, *El narcotráfico en los Altos de Sinaloa (1940-1977)*, *op. cit.*

<sup>23</sup> Sabine Guez relève l'insouciance des années 1980 et l'argent qui ruisselle même dans des activités sans lien direct au trafic. Pour autant, les retombées financières qu'elle décrit semblent circonscrites aux centres urbains, lieux de consommation et de dépenses pour les personnes qui s'enrichissent par le transport et la vente de la drogue. Dans les régions de production, les opportunités restent limitées aux activités directement exposées à la répression et la violence et ne se traduisent pas par un afflux d'argent dans la *sierra*. Sabine Guez, « Les années 1980 ou le temps de l'innocence : un tournant sociétal dans l'histoire du trafic de drogue au Mexique », *Outros Tempos*, 2017, vol. 14, n° 24, p. 161-183.

## La capture des profits de l'illégalité par quelques entrepreneurs

Le mythe de la rentabilité du pavot pour les petits cultivateurs découle du manque de recherches menées sur l'organisation de sa production. Les rapports d'UNODC reposent sur des estimations basées sur le prix de vente aux États-Unis et négligent la structuration de la production et la répartition des profits. À Badiraguato, celle-ci répond aux contraintes de la répression militaire qui favorise les intermédiaires du trafic en faisant peser les risques sur la majorité de la population, et en particulier, les petits paysans. Outre les bases militaires fixes sur le territoire, des colonnes de soldats sillonnent en permanence le territoire et installent des campements temporaires. La répression est menée à la fois par les airs – des hélicoptères de l'armée repérant les parcelles que les colonnes au sol doivent ensuite détruire – et par la terre avec les soldats qui mènent des patrouilles à la recherche de parcelles et réalisent des fouilles à l'intérieur des maisons.

Si les réseaux de trafic de la zone sont considérés comme disposant de protections étatiques et sont connus pour leur capacité à passer des accords en haut lieu, cela n'implique pas une absence de répression. En revanche, la dimension discrétionnaire de la répression militaire est un élément central de la structuration sociale du trafic. En effet, ceux disposant des contacts politiques nécessaires passent des accords avec la hiérarchie militaire, les préservant de la répression qui ne pèse alors que sur les familles de petits producteurs. Ces pratiques dessinent une distinction entre les grandes parcelles stables année après année et les petites parcelles qui ne survivent pas toujours à un seul cycle agricole. La nécessité de dissimuler les parcelles limite en effet la surface des champs, en général moins d'un quart d'hectare, et implique de les disperser à distance des routes et des chemins empruntés par les militaires. Les rotations régulières des soldats et la variété des pratiques de chaque détachement empêche les cultivateurs d'anticiper les conséquences d'une parcelle découverte. En effet, certains détachements militaires extorquent les producteurs et, en échange, épargnent les plantes, ou seulement une partie. D'autres la détruisent. Ainsi, au cours d'un cycle agricole, des familles font l'objet d'une extorsion trois mois avant la récolte, mais voient leur parcelle tout de même détruite par la suite ou ne parviennent pas à récolter à cause de la pluie. L'argent investi dans l'extorsion est alors perdu. Les familles de petits producteurs sont ainsi forcées d'intégrer les opérations militaires comme un aléa supplémentaire du cycle agricole, qu'elles prennent en compte aux côtés des intempéries, des maladies et des rongeurs.

Les économies domestiques des producteurs sont ainsi particulièrement fragiles. La prégnance de la répression implique un alourdissement des tâches nécessaires à la production : la surveillance des allées et venues des soldats, les diverses stratégies de protection nécessaires pour se rendre sur une parcelle. Les femmes, qui assurent déjà le travail domestique, sont ainsi mobilisées de manière directe et indirecte dans la production de pavot. Au-delà de leur participation ponctuelle aux récoltes, leur temps et leur attention est mobilisé pour écouter les ondes de radios qui retransmettent les déplacements des soldats à chaque fois que leur compagnon se rend sur la parcelle. Bien que leur part de travail ne soit que rarement reconnue comme telle, et qu'elle s'inscrit dans des rapports de genre particulièrement inégaux, il apparaît très clair au quotidien que l'ensemble du ménage est mobilisé. En outre, dans la période qui précède la récolte les familles sont souvent endettées ce qui les contraint à s'approvisionner à crédit dans les épiceries locales dont les prix sont plus élevés. Le caractère incertain du budget et la mise en dette sont souvent pris en charge par les femmes – qui se trouvent alors en première ligne de gestion de l'incertitude. L'importance du temps de travail contraste ainsi avec les maigres revenus qui sont tirés de la production. Les familles ne peuvent subvenir à leurs besoins uniquement avec le pavot. Elles complètent leur budget en s'appuyant sur des revenus de transfert, privés et publics – subventions étatiques, aides de la famille élargie, les envois



d'argent de proches émigrés aux États-Unis. Les revenus liés au pavot sont ainsi les plus importants mais aussi les plus incertains.

En outre, la répression favorise largement les intermédiaires dans la définition du prix de vente de la récolte. En effet, dans un territoire sillonné par l'armée en permanence, les producteurs ne peuvent pas se déplacer avec la gomme de pavot pour la vendre ailleurs ou la stocker du fait des fouilles des maisons. Ils sont donc contraints de vendre leur récolte au fur et à mesure à l'acheteur local. Chaque producteur estime le volume de gomme à partir duquel il peut vendre, mais la plupart évitent l'accumulation de gomme de peur de se faire confisquer plus de 200 grammes. La prégnance de la répression façonne ainsi une production atomisée et territorialisée au profit des intermédiaires locaux. Ceux que les habitants appellent des « *pesados* », ceux qui pèsent, achètent la récolte des petits producteurs, qui s'ajoute à celle de leurs parcelles plus étendues grâce aux accords qu'ils sont en mesure de passer avec l'armée. Ils sont également ceux qui ont les moyens et les contacts nécessaires pour transformer et transporter la drogue hors du territoire montagneux. Détenant les précieux moyens de circulation dans ce territoire enclavé et sillonné par l'armée, chaque *pesado* domine ainsi un territoire restreint qui comprend quelques hameaux, dont les habitants n'ont d'autres choix que lui vendre leur récolte<sup>24</sup>. L'isolement des familles face à la répression et l'intervention des *pesados* uniquement à l'heure de la récolte permet à ces derniers d'économiser les coûts de la protection tout en tirant parti de la précarité des producteurs. Ainsi, loin d'une organisation intégrée et hiérarchisée que suggère le label de « fief du cartel de Sinaloa », la répression crée un territoire fragmenté donnant lieu à une compétition, plus ou moins latente selon les périodes, entre des trafiquants qui tirent profit de et qui, dans une certaine mesure, protègent une population captive de producteurs. Cette situation place les familles de producteurs dans une situation de « précarité existentielle » au sens de Judith Butler<sup>25</sup> : ils n'ont d'autres options pour se protéger des menaces des autres groupes armés que de recourir à la protection de la personne qui exploite leur précarité en achetant leur récolte à bas prix.

### **L'expérience quotidienne de la violence armée et l'incertitude dans les rapports de proximité**

Le processus historique d'imposition de la monoculture et l'organisation de la production autour du pavot laissent ainsi apparaître un fossé entre, d'un côté, le plus grand nombre qui subit la répression et peine à s'en sortir et, de l'autre, les quelques personnes qui tirent parti de l'enclavement et captent les profits de l'illégalité. Pour autant, cette condition de vulnérabilité de la plupart des habitants n'est pas formulée. En effet, l'ampleur de la violence, son inscription dans les rapports de proximité et l'incertitude concernant les personnes impliquées dans les conflits obligent les habitants à multiplier les précautions dans les échanges quotidiens pour s'informer tout en évitant les questions et les formulations directes. Ces impératifs de protection priment et rendent difficile la construction d'un discours contestataire face aux actes de violence.

L'ampleur de la violence varie selon les périodes et les zones de Badiraguato, mais reste toujours significative. Dans le chef-lieu, parfois plusieurs fois par semaine, les habitants se

---

<sup>24</sup> La répression et la violence des *pesados* accentuent les effets de l'enclavement géographique qui ne sont pas sans rappeler l'instrumentalisation de l'inaccessibilité en Amazonie analysée par Christian Geffray : l'exploitation repose moins sur la possession des moyens de *production* que sur la détention des moyens de *circulation*. Christian Geffray, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste*, Paris, Karthala, 1995.

<sup>25</sup> Judith Butler, *Ce qui fait une vie : essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Paris, Zones, 2010.

réveillent avec une macabre nouvelle qui est répétée sur les pas de portes et dans les épiceries : « *l'aube s'est levée sur un mort* » (*amaneció un muerto*), une formule récurrente dont l'impersonnalité évite soigneusement toute mention d'un tueur. Dans la partie montagneuse, les conflits récurrents ont entraîné la disparition pure et simple de certains hameaux que les habitants ont fuis. Les expériences passées de violence par l'armée et les groupes locaux et la possibilité suspendue de nouvelles occurrences suscitent une incertitude quotidienne. Les risques de se trouver dans une situation qui dégénère, dans une réunion de personnes qui fait l'objet d'une attaque ou encore d'être celui ou celle qui découvre le corps d'une victime induisent un ensemble de précautions. La fréquentation de certains espaces de sociabilité ou les sorties une fois la nuit tombée sont ainsi soigneusement évitées. En outre, les homicides et les représailles escomptées bouleversent régulièrement les repères. Se rendre dans un hameau qui était un acte anodin peut ainsi devenir une incursion à haut risque en l'espace de quelques semaines. Ainsi, le quotidien ne « va pas de soi »<sup>26</sup> ; il fait l'objet d'efforts intenses, d'enquêtes qui imprègnent les expériences sociales des habitants.

La fluidité et le caractère flou des formes d'affiliation au trafic de drogue rendent difficile l'identification des menaces. En effet, aucun marqueur ne distingue les personnes impliquées dans le trafic de drogue des autres habitants. Mes interlocuteur.rices désignent l'implication dans la violence armée par de nombreux termes : « *pistoleros* » (hommes en armes), « *pesados* », « *gavillas* » (bandes), « *matones* » (tueurs), « *malandros* » (malandrins), « *les gens de* ». Si certains qualificatifs renvoient bien à des positions sociales distinctes dans le trafic, dans de nombreux cas, les statuts et les formes d'affiliation sont beaucoup plus flous. Certaines personnes ont ainsi pu profiter d'une opportunité – en l'absence d'autres – en transportant de la drogue – ce qu'on appelle « un voyage » – ou en achetant des armes à une occasion, sans appartenir pour autant à un des réseaux locaux. Pour autant, le caractère occasionnel de leur activité ne les préserve pas nécessairement, ni eux, ni leurs proches, des logiques de compétition et de violence. Cette indétermination qui pèse sur les rapports de proximité implique donc une vigilance constante. Être vu avec une personne qui peut être visée par des menaces de mort expose potentiellement à la violence. Or, du fait de la difficulté à identifier ces personnes ciblées, la menace imprègne l'ensemble de la sociabilité en public, mes interlocuteurs scrutant et interprétant par exemple les signes d'enrichissement de voisins. Cette confusion s'observe également entre forces de sécurité étatiques et groupes armés non étatiques. L'ancien chef de la police de la municipalité – tué en 2015 suite à un conflit<sup>27</sup> – était connu pour sa participation aux opérations armées liées aux rivalités entre têtes de réseau du trafic dans le nord-ouest du pays. Cette difficulté à distinguer la violence des groupes armés de celle de l'État n'est pas propre à Badiraguato, comme l'a tristement illustré la disparition des 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa en 2014.

Ces difficultés de lecture proviennent également de l'intrication entre les violences liées au trafic de drogue et les conflits inscrits dans les enjeux sociaux plus larges. Possessions foncières, conflits de voisinages, vols de véhicule, compétition électorale ou encore rapports de genre sont autant d'enjeux qui peuvent faire intervenir la violence armée. Loin de la distinction commune entre les violences du « crime organisé » et celles renvoyées à des questions économiques, sociales, politiques et de genre, les situations de conflits mêlent souvent ces enjeux. Ainsi, lors de mon ethnographie à Badiraguato, une jeune fille a été enlevée par des hommes lourdement armés après avoir décliné les avances d'un prétendant. Les événements

---

<sup>26</sup> Alfred Schütz, « The Well-Informed Citizen: An Essay on the Social Distribution of Knowledge », *Social Research*, 1946, vol. 13, n° 4, p. 463-478.

<sup>27</sup> Adèle Blázquez, « Désirs de justice, attente de l'État et recours à la violence. Appréhension des homicides à Badiraguato, Sinaloa (Mexique) », *Raisons pratiques*, 2018, vol. 27, p. 105-131.

successifs – l'enlèvement armé et le viol par un *pistolero* éconduit, les stratégies d'évitement de la jeune femme, le secours que son père, petit *pesado* local, était en mesure de lui apporter comme son mariage avec un collaborateur de son père – étaient largement pris dans les rapports de compétition autour du pavot<sup>28</sup>. De même, les conflits autour d'une démarcation foncière ou de nuisances de voisinage peuvent faire intervenir la mention d'un proche connu pour être un « tueur ». Se situer à l'écart du trafic de drogue ne préserve donc pas des dynamiques de violence et dans certains cas, le simple fait d'être originaire de tel ou tel hameau peut être considéré comme une preuve d'affiliation au groupe armé qui opère dans la zone.

Dans ce contexte, la participation aux espaces d'échanges et aux partages de rumeurs est déterminante pour se protéger tout en étant une activité potentiellement menaçante. Naviguer dans un contexte de violence implique en effet de savoir quels conflits se trament, qui est impliqué dans le trafic et la violence, et quels sont les enjeux des homicides récents. Participer aux espaces d'échanges est ainsi crucial, car la circulation d'information vise à acquérir des clés de lecture qui permettent, autant que faire se peut, d'anticiper et de se prémunir des violences. Pour autant, le caractère fluide de la menace implique que ce travail d'information se déroule dans des espaces perméables aux logiques d'affiliation. Cette ambivalence se traduit par d'importantes précautions dans la prise de parole, dans les manières d'échanger des informations, par exemple en feignant l'indifférence ou en rappelant, alors même qu'on échange des informations, qu'« on ne peut faire confiance à personne ». Les modalités pratiques par lesquelles les personnes échangent les informations et commentent les actes de violence restent donc toujours fines, discrètes, et précautionneuses. Elles proscrivent les déclarations et les questions directes, et demander de but en blanc « qui a tué un tel ? » n'est pas possible dans les discussions informelles.

L'indétermination qui pèse sur les prises de parole accentue un phénomène qui s'observe à l'échelle nationale : la tendance à rendre les victimes responsables de leur propre mort. L'attitude d'indifférence qui est adoptée dans les espaces d'échanges est particulièrement propice au commentaire *a minima* qui tombe telle une sentence : « on l'a bien tué pour quelque chose »<sup>29</sup>. Cette expression récurrente ne postule pas une indifférence aux homicides, mais constitue une mise à distance. En replaçant l'homicide dans l'ordre de ceux que l'on peut anticiper et des victimes qui auraient subi les conséquences de leurs actes, les locuteurs se positionnent aussi comme étrangers à ces actes sanctionnés par la violence. Alors même que la plupart des violences sont le fait des *pesados* ou *pistoleros* sur les petits cultivateurs, des hommes sur les femmes, la focalisation sur les victimes et l'omission des tueurs et des commanditaires occultent la structure sociale locale et le rôle de ceux à qui elle profite.

## La réputation de la commune, un opérateur de dépolitisation

Le poids de la marginalisation et de la répression, l'exploitation et la prédation dans la production de pavot et l'incertitude quotidienne sont absents des discours institutionnels et médiatiques concernant Badiraguato. Au contraire, l'imputation de la responsabilité aux personnes tuées s'inscrit dans le traitement institutionnel et médiatique de la violence

---

<sup>28</sup> Adèle Blázquez, « The Continuum of Women's Abduction in Mexico. Porosities between Sexual and Armed Violence in a Drug-producing Area (Badiraguato, Sinaloa) », *Dialectical Anthropology*, 2021, à paraître.

<sup>29</sup> Cette dynamique d'imputation de la responsabilité aux victimes a été observée plus largement à l'échelle nationale. Dans le cas des féminicides de Ciudad Juárez, voir Chiara Calzolaio, « Les féminicides de Ciudad Juárez : reconnaissance institutionnelle, enjeux politiques et moraux de la prise en charge des victimes », *Problèmes d'Amérique latine*, 2012, n° 84, n° 2, p. 61-76.

« *criminelle* » et contribue ainsi à reproduire l'enclavement social, économique, politique et juridique de la commune. Comme dans de nombreuses zones du pays, les meurtres à Badiraguato donnent lieu – au mieux – à des enquêtes *a minima* qui n'aboutissent généralement pas. D'après les chiffres de l'Institut de statistiques publiques mexicain (Instituto nacional de estadística y geografía, INEGI), en 2012, 99,2% des homicides dans le Sinaloa n'ont pas donné lieu à des condamnations<sup>30</sup>. Le manque de moyens, la corruption et les menaces qui pèsent sur ceux qui enquêteraient (a fortiori dans les cas où la distinction entre forces étatiques et non étatiques est floue) participent à entraver les enquêtes. De plus, conformément à l'accord passé en 2005 entre les organes de presse régionaux suite aux assassinats de plusieurs journalistes, ceux-ci ne conduisent plus d'enquêtes concernant les homicides et publient uniquement les informations qui leur sont transmises par les autorités publiques<sup>31</sup>. Les articles succincts se succèdent avec les mêmes informations : le lieu dans lequel le corps a été retrouvé, éventuellement s'il était ou non « *dans un sac* » (*embolsado*) et le temps entre sa mort et l'arrivée de la police. Les victimes sont parfois nommées, parfois anonymisées. Le nombre d'impacts de balles est systématiquement précisé, de même que le nombre de cartouches retrouvées sur place.

Cette couverture médiatique de corps laissés en bord de route participe à une présomption de culpabilité qui plane sur les victimes par la mobilisation de l'un ou l'autre des registres d'explication de la violence : leur implication supposée dans des activités criminelles, leur comportement déviant ou leur nature violente. Depuis 2006, une explication récurrente de massacres des règlements de compte a été : « *ils se tuent entre eux* » - le fait d'avoir été tué devenant alors la preuve de sa délinquance. Une caricature du dessinateur Antonio Helguera dans le journal *La Jornada*, reproduite dans un ouvrage de John Gibler, résume le poids de ces suspicions : dans un paysage de tombes dans un cimetière, les noms et dates des victimes sur les stèles sont remplacés par des phrases courantes : « *Va savoir dans quoi il trempait* » ; « *Qu'est-ce qu'il faisait à cette heure dehors ?* » « *C'était une pute* » ; « *Elle s'habillait de manière provocante* ». Si, chez les habitants de Badiraguato le report de la responsabilité de l'homicide sur les victimes s'inscrit dans l'incertitude et la menace de la violence, dans le contexte national ces discours contribuent au phénomène que le journaliste John Gibler a appelé « *la mort anonyme* » : l'entretien d'une confusion concernant les homicides qui dissimule la répression par l'État des mouvements contestataires et la collaboration entre forces armées étatiques et groupes armés non étatiques<sup>32</sup>. En effet, la mort anonyme et sans histoire laisse planer le doute, et les nombreuses victimes de la violence d'État disparaissent sous le soupçon qui pèse sur ceux qui sont morts<sup>33</sup>.

À l'échelle locale, l'administration municipale à Badiraguato participe à la réputation de la commune comme paragon du « *fief du cartel* ». Les édiles successifs jouent en effet un jeu ambivalent : d'une part, ils évitent les questions liées à l'économie illégale et à la violence

---

<sup>30</sup> Paris Martinez, « 98% de los homicidios cometidos en 2012 están impunes », *Animal Político*, 17 juill. 2013.

<sup>31</sup> Concernant le traitement médiatique du crime organisé, Pablo Piccato, *The Tyranny of Opinion: Honor in the Construction of the Mexican Public Sphere*, Durham, Duke University Press, 2010 ; Pablo Piccato, « Murders of Nota Roja: Truth and Justice in Mexican Crime News », *Past & Present*, 2014, vol. 223, n° 1, p. 195-231 ; Patricia Figueroa Saucedo, *Ética en tiempos de guerra y narcotráfico*, Culiacán, Moby Dick, 2017. Pour une exception à l'accord, voir le journal *Riodoce*.

<sup>32</sup> John Gibler, *Mourir au Mexique. Narcotrafic & terreur d'État*, Toulouse, CMDE, 2015.

<sup>33</sup> Le report de la responsabilité sur les morts dans l'espace public mexicain a une longue histoire. Pablo Piccato, « Homicide as Politics in Modern Mexico: Homicide in Modern Mexico », *Bulletin of Latin American Research*, 2013, vol. 32, n° 1, p. 104-125. À Badiraguato, la mort de 12 personnes en 1971 suite à une descente de l'armée lors d'un baptême avait donné lieu, au niveau régional, à des réactions condamnatoires, les habitants de Badiraguato étant considérés comme des criminels. L. Astorga, *El siglo de las drogas*, op. cit., p. 141.

face à leurs usagers ; de l'autre, ils alimentent la sulfureuse réputation de Badiraguato en répondant aux sollicitations des médias nationaux et internationaux. Dans les limites de la commune, les fréquentes prises de paroles des responsables politiques contournent avec un art consommé la répression militaire, la production de pavot, la présence de groupes armés et les homicides, y compris quand l'un d'eux préside un événement à deux pas de l'endroit où « l'aube s'est levée sur un mort ». Les élus se concentrent sur l'organisation de célébrations (fête de l'indépendance, fête du village, fête des Mères, etc.) et les travaux publics (rénovation des espaces publics du chef-lieu, construction de route ou pavement des chemins, construction d'espaces de loisirs à destination des émigrés dans le but qu'ils reviennent en touristes dans leur commune d'origine<sup>34</sup>). La vie de l'administration est également rythmée par l'application des programmes de distribution d'aide, qui comptent chacun une population cible, des délais d'ouverture, de fermetures, des inaugurations et des clôtures. L'activité de la municipalité apparaît ainsi étonnamment imperméable à l'incertitude suscitée par la violence. Lors du lancement d'un programme de désarmement piloté par le Ministère des Armées, le maire allait jusqu'à présenter celui-ci comme une excellente manière de lutter contre « les accidents domestiques ». Ce phénomène se retrouve dans les assemblées *ejidales*<sup>35</sup> où l'utilisation des terres pour la culture du pavot et l'accaparement violent sont tus, alors même qu'ils sous-tendent la plupart des décisions de ces institutions<sup>36</sup>. En contournant les problèmes les plus pressants qui pèsent sur la vie des habitants de la commune, les autorités locales tâchent tant bien que mal de maintenir les apparences d'une administration routinière dans un contexte de violence. Mais ce faisant, elles participent d'une sorte d'omerta sur les conditions précaires de la plupart des habitants.

Pourtant, les mêmes responsables politiques ne cessent de parler de la violence organisée et du narcotrafic dès qu'ils s'adressent à l'extérieur de la commune. À chaque événement médiatique impliquant l'une ou l'autre des célébrités du narcotrafic originaires de la commune, ils reçoivent des journalistes qui les interrogent en tant que « *maire du berceau du narcotrafic* ». Dans ce cadre-là, et en contraste avec leurs prises de paroles au niveau local, les maires discourent abondamment sur la singularité de leur commune. Ainsi, dans une interview à *El País* en 2015, le maire s'adressait-il lui-même une question rhétorique : « *Est-ce que Badiraguato est le berceau du narcotrafic ? Oui, ici beaucoup de narcos sont nés* ». Qu'il s'agisse d'en nuancer l'impact ou de mettre en scène une proximité personnelle avec ce milieu en parlant de la parentèle des grands trafiquants, les édiles de Badiraguato mettent les grandes figures de hors-la-loi aux menus de chacune de leurs prises de paroles médiatiques. Le résultat est manifeste puisqu'ils apparaissent bien davantage dans les médias que les élus d'autres communes rurales et marginalisées. Les discours sur la dangerosité du territoire et la participation plus large des autorités étatiques à la reproduction du mythe de la commune fermée et dangereuse participe ainsi des stratégies des politiques locaux vis-à-vis des responsables partisans de la capitale régionale. En effet, jusqu'alors, la mainmise du PRI, l'ancien parti unique, et la structuration du jeu politique régional, rendait l'élite politique de la commune particulièrement dépendante des réseaux étatiques face auxquels la valeur de leur intermédiation politique reposait notamment sur la mise en scène d'un accès à une commune

---

<sup>34</sup> Concernant les politiques municipales urbaines mexicaines qui visent les migrants comme potentiels touristes, Shinji Hirai parle d'une « *économie politique de la nostalgie* ». Shinji Hirai, *Economía política de la nostalgia: un estudio sobre la transformación del paisaje urbano en la migración transnacional entre México y Estados Unidos*, Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana, 2009. Sur les travaux et les fêtes dans les politiques municipales, voir le documentaire de Danièle Dehouve, *La politique en terres indiennes*, 2003.

<sup>35</sup> L'ejido est un régime foncier de propriété dite « sociale ».

<sup>36</sup> Adèle Blázquez, « *Négocier dans une marge criminalisée : l'application de la loi agraire de 1992 dans la sierra de Badiraguato (Sinaloa, Mexique)* », *Cahiers des Amériques latines*, 2016, n° 81, p. 73-91.

fermée et dangereuse. La pérennité de cette stratégie avec l'arrivée au pouvoir municipal de Morena en 2021 dépendra sans doute des modes de désignation des candidats à l'avenir et du caractère plus ou moins disputé des élections.

La focalisation sur des personnalités censées incarner le phénomène du narcotraffic – et partant, la commune – est donc une co-construction à laquelle participent aussi bien les médias et les autorités mexicaines que les forces de police étatsuniennes qui les rendent illustres en établissant leurs avis de recherche<sup>37</sup>. La renommée de ces figures justifie la couverture médiatique exceptionnelle dont jouit Badiraguato, alors que des communes voisines (Sinaloa de Leyva, Mocorito, Choix, etc.) connaissent des dynamiques semblables. La qualification « le narco », largement en usage tant dans les médias que dans les sphères intellectuelles et institutionnelles, produit une homogénéisation des activités, des fonctions et des positions sociales. Alors que la production de pavot est l'une des rares options pour les habitants voulant se tenir à distance de la violence organisée, cette appréhension « du narco » mêle dans une même organisation *pistoleros*, producteurs de pavot, mules, intermédiaires locaux prospères et trafiquants internationaux. Cette confusion se retrouve s'agissant de la participation des femmes, où le caractère *a priori* transgressif de cette activité tend à englober sous le terme de *narcas* ou *jefas del narco*, des figures de trafiquantes internationales et les femmes qui participent à la production de drogue. Or, dans le cas de Badiraguato, la participation des femmes à la culture du pavot n'est pas une activité émancipatrice, mais renvoie à leur inscription dans des économies familiales précaires caractérisées par des rapports de genre très inégaux. Cette homogénéisation n'est pas sans conséquence pour les habitants vulnérables. En 2013, Badiraguato a ainsi été un temps exclue d'un programme de lutte contre la faim, considérant que le fait que la commune enregistre parmi les plus hauts taux de pauvreté n'était qu'une imposture. Cette défiance a également justifié qu'une aide étatique pour un projet éducatif soit conditionnée à la mise à l'écart des représentants des parents d'élèves par les employés des Ministères fédéraux et étatiques de l'Éducation sous prétexte que ceux-ci seraient nécessairement des délinquants. Plus largement, la réputation sulfureuse réduit l'accès des habitants aux autorités régionales et fédérales ainsi qu'aux aides publiques.

Cette attention portée sur les grandes figures du narcotraffic se traduit par des discours qui oscillent entre une héroïsation – sur le mode du bandit social – et une diabolisation. Or, qu'elle soit laudatrice ou dénigrante, la personnalisation contribue à rendre difficile la formulation de la condition des paysans producteurs de pavot qui subissent le joug des *pesados* locaux et de ces figures médiatisées. D'un côté, la surreprésentation de ces hommes participe à leur considération locale comme les seules figures visibles de la réussite. « *Je n'ai jamais vu personne devenir riche légalement* », me dit ainsi un homme âgé. On parle de leur courage, de leur savoir-faire, et on insiste sur le fait qu'ils se sont hissés à ces positions alors même qu'ils viennent d'ici. De l'autre, la traque dont les personnalités les plus illustres sont la cible suscite de la compassion, voire de la sympathie chez mes interlocuteurs rices qui subissent également la répression militaire. C'était notamment le cas pendant mon enquête de Rafael Caro Quintero, recherché à l'aide de drones, avec des opérations conjointes entre la DEA et l'armée mexicaine impliquant de nombreux hélicoptères. Alors que les *pesados* jouent sur la précarité des économies domestiques des petits producteurs et les contraintes qui pèsent sur la vente, cette exploitation est rarement formulée comme telle par les journalistes, les intellectuels ou les représentants de l'État. Le type de traitement médiatique et institutionnel à l'œuvre relève ainsi de la dépolitisation, dans le sens où il invisibilise les implications sociales et économique du phénomène. En dépit des inégalités criantes dans la cohabitation entre une masse de maisons

---

<sup>37</sup> Comme l'a montré Luis Astorga, cette dynamique date des années 1940-50, la célébrité des personnes associées au narcotraffic découlant moins de leur place dans la production et la vente de drogue que du fait d'être nommées et recherchées par les autorités états-uniennes (FBI, DEA). L. Astorga, *El siglo de las drogas*, op. cit., p. 158.

en tôles où des familles peinent à survivre et quelques demeures luxueuses, la répression qui s'abat sur le territoire entretient l'illusion d'une condition commune. Plus qu'une supposée complicité des habitants avec les narcotrafiquants, le traitement institutionnel et médiatique renvoie les personnes vulnérables à ceux qui profitent d'eux, contribuant ainsi à obscurcir la domination que subissent les premiers aux mains des seconds.

## Conclusion

Une approche historique et ethnographique des rapports entre les groupes criminels et les populations locales contredit la lecture commune de ces territoires à l'aune de la complicité ou du soutien populaire. L'imposition des cultures illégales ne renvoie pas à une stratégie rationnelle en vue d'un meilleur profit. Elle apparaît davantage comme un résultat de l'entrecroisement de différentes dynamiques (politiques publiques, développement de l'agro-industrie, répression militaire, modes d'accumulation de l'élite locale) laissant la majorité de la population sans autre option. L'effondrement du prix de la marihuana à la suite de sa légalisation dans certains états étatsuniens, puis de celui du pavot après l'introduction du fentanyl, mettent en évidence la fragilité de territoires spécialisés dans les cultures illégales. La manière dont ces fluctuations affectent la région est révélatrice de la structuration de cette économie : l'effondrement du prix est directement reporté sur les producteurs, tandis que les marges bénéficiaires des trafiquants restent préservées. Si les transformations du discours sur le narcotrafic et la violence de la part du nouveau gouvernement fédéral sont notables, elles ne suffisent pas à amoindrir l'effet du maintien de la répression, qui conditionne l'exploitation des petits producteurs par les intermédiaires. La formulation d'une condition commune des habitants précaires de Badiraguato est rendue d'autant plus ardue que la manière dont s'exerce la violence suscite une incertitude radicale. Les pratiques quotidiennes, mais aussi les échanges et les interprétations des actes de violence, sont contraintes par la menace. C'est pourquoi les discours produits sur ces régions sont si déterminants : en se focalisant sur des figures ou en traitant de manière homogène l'ensemble des habitants, les discours institutionnels et médiatiques entravent l'émergence d'un discours autour d'une *condition commune* des habitants *vulnérables* de Badiraguato – et plus largement des « territoires du narcotrafic ».

Le mouvement de protestation actuellement le plus actif contre la violence est l'initiative de personnes sur lesquelles de nombreuses contraintes pèsent : les mères des milliers de disparus. En Amérique Centrale et au Mexique, des collectifs de familles ont cessé d'attendre que l'État agisse et se sont mis à chercher eux-mêmes leurs parents disparus. En acquérant des compétences variées et une visibilité croissante, elles représentent aujourd'hui une force contestatrice qui, si elle reste insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics, a cessé d'être négligeable. Les travaux de chercheurs qui accompagnent ces collectifs mettent en évidence un processus de politisation *à partir de la douleur et de la vulnérabilité*<sup>38</sup>. Ce processus met en évidence l'importance des mots qui sont mis sur la violence, ceux-ci étant, comme le souligne Valérie Robin Azevedo au Pérou, un enjeu de reconnaissance des différentes expériences et de définition des rapports politiques<sup>39</sup>. Il confirme le potentiel politique de la

---

<sup>38</sup> Voir notamment Sergio Salazar Araya, « Estrategias de producción y representación de personas migrantes centroamericanas desaparecidas. El caso de los Comités de Familiares de Migrantes Desaparecidos en Honduras » *op. cit.*

<sup>39</sup> Valérie Robin Azevedo, *Sur les sentiers de la violence. Politiques de la mémoire et conflit armé au Pérou*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019.

vulnérabilité comme levier d'action<sup>40</sup>, et l'importance de desserrer l'étouffement narratif que dénonce un homme âgé d'un hameau qui me dit : « *on parle toujours de nous comme des tueurs* ».

---

<sup>40</sup> Judith Butler, « Rethinking Vulnerability and Resistance » dans Judith Butler, Zeynep Gambetti, et Leticia Sabsay (eds), *Vulnerability in Resistance*, Duke University Press, Durham, 2016, p. 12-27.